



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 3434

Texte de la question

RÉFORME TERRITORIALE

Mme la présidente. La parole est à M. Lionel Tardy, pour le groupe Les Républicains.

M. Lionel Tardy. Monsieur le Premier ministre, dimanche, nous voterons pour le second tour des élections régionales dans treize nouvelles régions. Cette refonte des régions laisse perplexe, d'autant que les économies ne sont pas au rendez-vous.

Le passage de vingt-deux à treize régions, qui sera effectif au 1er janvier 2016, avait pourtant un objectif double : alléger le mille-feuille territorial et réaliser de substantielles économies. Ce big-bang régional se voulait l'un des volets les plus emblématiques de la réforme territoriale, lancée tambour battant par François Hollande durant l'été 2014.

À quelques jours d'un vote qui décidera de la couleur politique de ces super-régions, cette refonte, avec ses airs d'usine à gaz, suscite indifférence et perplexité. L'absence d'adhésion de nos concitoyens vis-à-vis de super-régions dont les centres de décision se situeront à des centaines de kilomètres de leur lieu de vie s'est traduite par une abstention record. Campagne oblige, la surenchère de certains candidats, qui promettent de ne pas déménager tel ou tel service, n'arrange rien à l'affaire. D'où la confusion, voire la grande pagaille, qui entoure une réforme qui se voulait pourtant ambitieuse.

Ainsi, dans certaines grandes villes, on ne sait toujours pas ce qu'il adviendra des hôtels de région, ces bâtiments souvent clinquants et onéreux sortis de terre dans les années 1980 à la suite des lois de décentralisation, ou plus récemment. À Clermont-Ferrand, un hôtel de région a été inauguré l'an dernier pour 80 millions, mais c'est à Lyon que les nouveaux élus de la région Rhône-Alpes siégeront bientôt !

Quant à la bouffée d'oxygène que ce vaste chantier doit apporter aux caisses publiques – 10 milliards d'économies à terme selon le Gouvernement –, cet objectif en laisse plus d'un sceptique. L'efficacité économique aurait dû être la priorité de cette réforme, mais, hélas, cet argument a été oublié par le Gouvernement. Il est encore temps, monsieur le Premier ministre, de ne pas faire de cette réforme une occasion manquée. Que comptez-vous faire pour que cette réforme territoriale, réalisée en dépit du bon sens, soit au moins source d'économies ? *(Plusieurs applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Un député du groupe Les Républicains. Ah bon, et qui se retire ?

M. Paul Salen. Une catastrophe !

Données clés

Auteur : [M. Lionel Tardy](#)

Circonscription : Haute-Savoie (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3434

Rubrique : Régions

Ministère interrogé : Décentralisation et fonction publique

Ministère attributaire : Décentralisation et fonction publique

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2015](#)